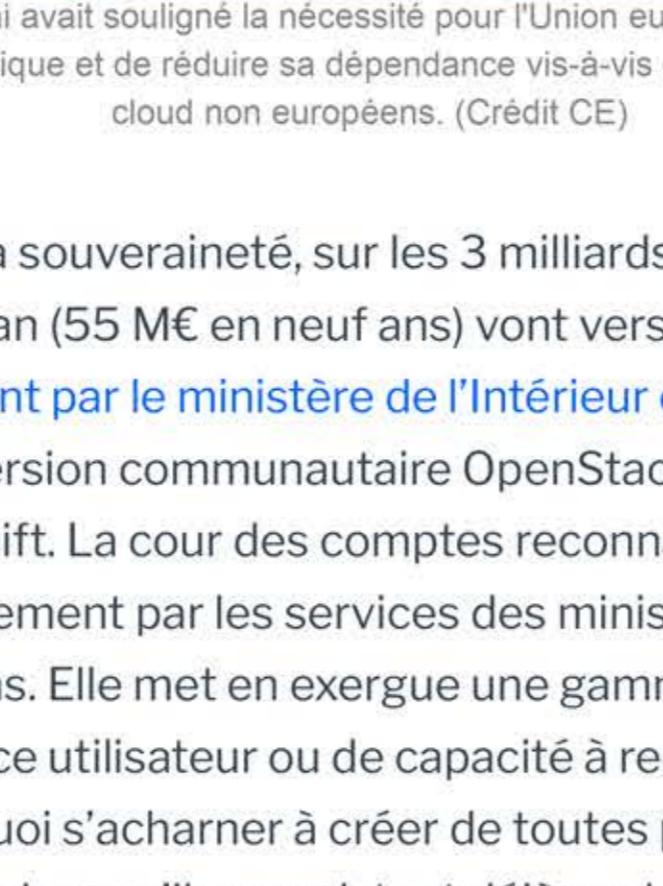


# Une souveraineté malmenée à tous les niveaux

Benoit Huet / Dossier publié le 21 Janvier 2026

0 Réaction  
0 Partage

En 2024, Mario Draghi avait souligné la nécessité pour l'Union européenne de renforcer son infrastructure technologique et de réduire sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs de services cloud non européens. (Crédit CE)

Selon un rapport de la cour des comptes sur la souveraineté, sur les 3 milliards d'euros du budget numérique de l'Etat, seulement 6,1 millions €/an (55 M€ en neuf ans) vont vers les **clouds souverains internes Pi et Nubo développés respectivement par le ministère de l'Intérieur et par le ministère des Finances**. Pour rappel, Nubo s'appuie la version communautaire OpenStack, contrairement à Pi qui dépend en partie de Red Hat avec OpenShift. La cour des comptes reconnaît que ces deux infrastructures restent peu utilisées, non seulement par les services des ministères qui les ont créées, mais aussi par les autres administrations. Elle met en exergue une gamme de services limitée (en termes de disponibilité, d'expérience utilisateur ou de capacité à recourir à l'IA) et une tarification inadaptée. D'ailleurs, pourquoi s'acharner à créer de toutes pièces deux offres souveraines basiques - IaaS principalement - alors qu'ils en existent déjà sur le marché chez des fournisseurs français bien connus. Comme le rappellent certains de nos interlocuteurs interviewés dans ce dossier, ce n'est pas le rôle de l'état de se substituer aux fournisseurs français.

Plus globalement, ce rapport met en exergue la grande dépendance de l'Etat envers les solutions informatiques extra-européennes. Un seul exemple pour l'illustrer : la plateforme des données de santé (connue sous le nom de Health Data Hub) qui est toujours hébergée - depuis plus de cinq ans - par Microsoft en région parisienne et qui dispose de cette certification HDS. Dans le secteur privé, c'est le même constat, le marché du cloud en Europe est dominé à 70% par les

trois hyperscalers AWS, Azure ou Google Cloud, par exemple, la majorité les start-ups de la French Tech sont hébergées chez ces trois grands acteurs. Selon la cour des comptes, la difficulté pour les fournisseurs européens est que les entreprises américaines profitent d'un effet d'échelle avec des coûts fixes élevés et des coûts variables faibles qui leur permettent de croître rapidement. Cette barrière à l'entrée complique la concurrence, d'autant plus que, selon le Synergy Research Group, **les fournisseurs américains continuent d'investir plus de 4 Md€ chaque trimestre dans des programmes d'investissement européens**.

## Et l'Europe, dans tout ça ?

La souveraineté, c'est un serpent de mer rempli de paradoxes et contradictions au niveau de l'Etat français mais aussi au niveau de l'Europe qui sont critiqués pour en faire trop ou pas assez selon les uns ou les autres. Récemment une coalition transpartisane de 38 députés européens ont adressé

**cette lettre à la présidente Roberta Metsola** qui recommande de remplacer des technologies et

solutions propriétaires extra-européennes par des alternatives souveraines et/ou open source au

sein du parlement européen, dans cet exemple, on parle aussi des claviers et des souris.

Cela apparaît presque anecdotique au regard des pays de toute l'Union européenne, dans son

ensemble qui se trouve dans une situation de dépendance critique face aux fournisseurs américains. Selon le Cigref, 80 % des dépenses européennes en logiciels et en services cloud

professionnels, soit 265 milliards d'euros, bénéficient à des entreprises américaines. Et pourtant, le

discours de l'Europe est très offensif sur la souveraineté et ses

réglementations restent dissuasives ; preuve en est la dernière amende infligée en septembre

dernier à Google de 2,95 milliards d'euros pour abus de position dominante dans le secteur de la

publicité en ligne. Malgré tout, d'un autre côté, elle semble céder du terrain, par exemple, sur

**l'IA Act à cause de la pression américaine et de son chantage vis-à-vis des droits de douanes**. Est-ce

une bonne chose ? Oui, non, chacun a sa propre opinion. Une chose est sûre, l'Europe a multiplié les

réglementations depuis le vote du RGPD en 2016 entre les DSA, DMA,

Data Act, IA Act, Cyber Resilience Act, etc. A tel point que même les entreprises européennes sont

pénalisées par toutes ces exigences et ne peuvent pas évoluer à un rythme aussi soutenu que

leurs homologues américaines. Ajoutons à cela, les exigences franco-françaises comme la

qualification SecNumCloud créée par l'Anssi qui est certes un argument différenciant en termes

de sécurité pour répondre à certains appels d'offres français mais qui peut être perçue comme un

frein à la souveraineté par certains. À l'heure actuelle, dans la liste des services ayant obtenu la

qualification SecNumCloud (observatoire SecNumCloud décembre 2025), 16 ont le précieux

sésame dont une seule offre PaaS, celle de Cloud Temple sous OpenShift, la majorité restante sont

des services IaaS et SaaS. Quant au surcroît d'exploitation d'une infrastructure SecNumCloud par

rapport à un hébergement cloud traditionnel, elle est estimée à +30 % voire +40%. Ceux qui se

frrottent à cette qualification la reconnaissent, c'est un processus exigeant qui dure deux à trois ans

et qui coûte effectivement cher comme le reconnaît Georges Esteves, directeur technique

de Cheops Technology, le fournisseur avait d'ailleurs entamé le processus pour son offre Hyper IaaS

mais l'avait stoppé par la suite.

## NEWSLETTER

Recevez notre newsletter comme plus de 50 000 professionnels de l'IT !

JE M'ABONNE

Cet article vous a plu ? Partagez le !



## Sommaire



### Une souveraineté malmenée à tous les niveaux

Selon un rapport de la cour des comptes sur la souveraineté, sur les 3 milliards d'euros du budget numérique...



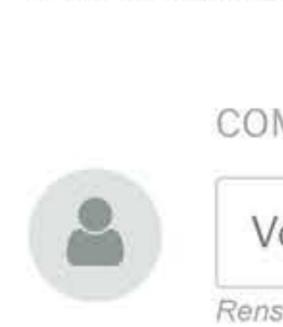
### Cloud souverain, une interprétation à géométrie variable

Selon une étude Ifop réalisée en octobre dernier pour Acteurs Publics et Nuage Public, 74% des DSIs déclarent que la...



### Des clouds souverains, mais avec une palette de services plus réduite

OVH, Free Pro, Outscale, Scalway, et même des GIÉ de grandes banques françaises...



### Comment changer les habitudes des décideurs IT ?

Bigger is better, pas simple de déroger encore à cette règle aujourd'hui chez de nombreux décideurs...



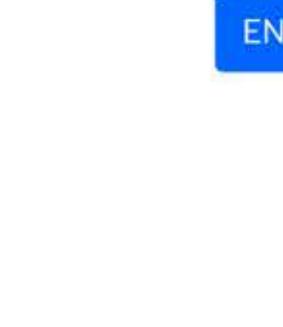
### L'IA souveraine, déjà bien engagée en France

A en croire la dernière étude 2025 de PwC (Cloud Business Survey, réalisée auprès de 1 400 dirigeants d'entreprises et responsables...



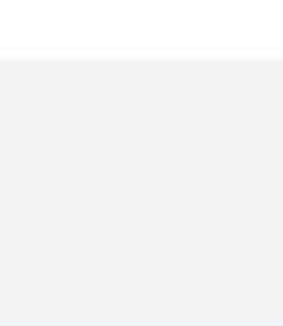
### Cybersécurité à l'ère de l'IA : pourquoi renforcer la protection de ses données critiques

Face à l'intensification de la menace cyber due à l'usage de l'IA, Free Pro invite les organisations à concentrer leurs efforts sur leurs données critiques en leur...



### Expertise, proximité et simplicité au cœur de la stratégie d'excellence opérationnelle de Free Pro

Le modèle opérationnel de Free Pro, articulé autour d'un centre de supervision centralisé et d'un réseau d'agences décentralisé, résonne avec les préoccupations...



### Souveraineté numérique : quelle alternative aux GAFAM ?

Face à la domination des GAFAM, Free Pro mise sur une infrastructure 100% nationale et un modèle transparent pour séduire les directions informatiques...

## Commentaire

COMMENTER CET ARTICLE EN TANT QUE VISITEUR OU CONNECTEZ-VOUS

COMMENTER CET ARTICLE EN TANT QUE VISITEUR OU CONNECTEZ-VOUS

Votre email

Représentez votre email pour être prévenu d'un nouveau commentaire.

Vous êtes sûr de vouloir décliner ces traitons vos données personnelles.

Conformément à la Charte de Confidentialité.

Votre commentaire

Le code HTML est interdit dans les commentaires.

Ce site est protégé par reCAPTCHA et Google - Politique de confidentialité - Conditions d'utilisation

ENVOI

Une erreur dans l'article?

Proposez-nous une correction

Proposez-nous une correction

LeMondeInformatique.fr est une marque de l'IT News Info, 1er groupe d'information

et de services dédiés aux professionnels de l'informatique en France.

Proposez-nous une correction

Proposez-nous une correction

NOUS CONTACTER

ANNONCEURS

MENTIONS LÉGALES

CHARTRE DE CONFIDENTIALITÉ

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

PARAMÈTRES DE GESTION DE LA CONFIDENTIALITÉ

LEGRAND

CIO

Distributique

IT TOUR

FRANCE  
ENTREPRISE

GRANDS  
THEMES

Cybermatiques  
Sécurité

Proposez-nous une correction

Proposez-nous une correction

Proposez-nous une correction

Proposez-nous une correction

LEGRAND

CIO

Distributique

IT TOUR

FRANCE  
ENTREPRISE

GRANDS  
THEMES

Cybermatiques  
Sécurité

LEGRAND

CIO

Distributique

IT TOUR

FRANCE  
ENTREPRISE

GRANDS  
THEMES

Cybermatiques  
Sécurité

LEGRAND

CIO

Distributique

IT TOUR

FRANCE  
ENTREPRISE

GRANDS  
THEMES

Cybermatiques  
Sécurité

LEGRAND

CIO

Distributique

IT TOUR

FRANCE  
ENTREPRISE

GRANDS  
THEMES

Cybermatiques  
Sécurité

LEGRAND

CIO

Distributique

IT TOUR

FRANCE  
ENTREPRISE

GRANDS  
THEMES

Cybermatiques  
Sécurité

LEGRAND

CIO

Distributique

IT TOUR

FRANCE  
ENTREPRISE

GRANDS  
THEMES

Cybermatiques  
Sécurité

LEGRAND

CIO

Distributique